M. G. Kurth donne ensuite lecture d’un travail intitulé :

**Notre nom national.**

Notre nom national est avec celui des Grecs le plus ancien de l’Europe, puisqu’il est antérieur à l’âge chrétien et que les autres datent tout au plus de l’époque des invasions barbares ou même de celle de Charlemagne. Il s’en faut toutefois, et de beaucoup, que nous l’ayons toujours porté. Dans nos annales, il n’apparaît qu’aux premières et aux dernières pages, et les vicissitudes par lesquelles il a passé sont comme l’image de nos propres destinées. Il ne sera donc pas sans intérêt de nous en offrir un rapide aperçu de son histoire.

C’est dans les commentaires de Jules César que nous rencontrons pour la première fois le nom de Belgique. Il désigne à cette époque, non pas un peuple déterminé, mais une fédération de peuples à lien assez lâche qui occupait la Gaule septentrionale depuis la Seine jusqu’au Rhin.

Le noyau de cette fédération était formé par un groupe de peuples établis dans le nord-ouest de la France, et dont les Bellovesques en Beauvaisis étaient le principal. Le nom de Belgium s’appliquait exclusivement à la région occupée par ces peuples; en d’autres termes, le Belgium ne com-

prénaît pas un pource du sol de la Belgique actuelle (!).

Dompées par César, les Belges furent absorbés, ainsi que leur nom, par la civilisation romaine. Ce nom n’avait plus de raison d’être, du moment que la fédération qu’il désignait n’existait plus. Il y eut encore des Nerviens, des Morins, des Ménapiens, et chacun de ces peuples forma même une civitas à part, mais il n’y eut plus qu’une seule nationalité assez compréhensive pour embrasser tous les peuples civilisés : ce fut la romaine. Nos ancêtres furent et voulurent être des membres de cette nationalité : ils s’appellèrent des Romains.

Et toutefois, c’est à l’Empire romain que notre patrie doit le nom de Belgique.

C’est lui qui, élargissant les confins de l’ancien Belgium, en a étendu le nom à tout le territoire occupé par des peuples belges : je veux parler de la création des deux provinces de Belgique première et de Belgique seconde. Belgium est à proprement parler un adjectif devant lequel il faut sous-entendre un mot comme provincula ou comme Gallia. On disait la Belgique pour dire la Gaule Belge, comme on disait le Lyonnais ou la Narbonnaise pour dire la partie de la Gaule dont Lyon ou Narbonne étaient les métropoles.

Le vocabulaire, à radical celtique avec termination latine, était bien l’expression d’une société où la culture romaine était venue se greffer sur le vieux tronc de la barbarie gauloise. Il dura aussi longtemps que l’Empire lui-

---

mêmes; il sombra avec l'Empire et la civilisation dans les invasions du 5e siècle.

Lorsqu'elles eurent passé, il n'y avait plus dans nos contrées ni Romains ni Belges, il y avait un royaume de formation récente dans lequel, mêlés à nos conquérants germaniques, nous formions un seul peuple uni sous l'autorité des rois mérovingiens. Ce peuple, c'était le peuple franc; ce royaume, c'était le royaume des Francs. Notre nom national nouveau, dont j'ai esquisé l'histoire ailleurs (?), nous portait rapidement, sur les pas de Clovis, dans de provinces situées au milieu de notre pays, jusqu'à la Seine, puis jusqu'à la Loire, puis enfin jusqu'aux Pyrénées. Nous partagions notre qualité de Francs et le nom que la désignait avec les populations que nous soumettions successivement à nos lois, et c'est ainsi que toute l'Ancienne Gaule devint le pays des Francs ou Francia, de même que tout homme libre de ce pays était un Franc, qu'il fût d'ailleurs d'origine barbare ou gaulo-romaine.

Le traité de Verdun, qui marquait en trois parts l'héritage de Charlemagne, créa une situation qui appelait un changement du vocabulaire ethnographique. Les royaumes issus du partage ne pouvaient pas porter tous les trois le nom de France, ni leurs habitants s'appeler uniformément les Francs ; il fallait des noms distincts pour désigner des nationalités distinctes. On ne se résignait pas facilement, à vrai dire, à cette conséquence imprévue de l'acte de 843, et les peuples issus du partage retenaient la vieille appellation autant qu'ils purent. Rois des Francs est le titre que les souverains de l'Allemagne ne cessent de porter dans leurs diplômes depuis Henri l'Oiseleur jusqu'à Henri II et au-delà. De même, on continua de donner le nom de France à chacun des trois nouveaux royaumes, se bornant à les distinguer par des épitaphes caractéristiques. La part centrale, qui comprenait notre patrie, fut la vieille France (Francia antiqua); la France actuelle s'appela la France nouvelle ou encore la France latine, romaine, occidentale; quant à l'Allemagne, elle fut la France orientale. Ces noms n'étaient pas assez simples pour durer : deux sur trois devaient disparaître, ce qui permettrait au troisième de se débarrasser de ses adjectifs. Des circonstances que j'ai exposées ailleurs ont fait que le nom a été retenu par la part occidentale, que nous appelons encore aujourd'hui la France; les parts centrale et orientale reçoivent des appellations à elles (1).

Quelle fut celle qui échut à notre pays ?
On imagina, comme on faisait souvent à l'époque barbare, de désigner le pays et le peuple par le nom du souverain (?). Nous flûmes nous, les Lotharingiens, c'est-à-dire, les gens de Lothaire, les Lotharienses, comme on disait en latin, de même que nos voisins mérovingiens étaient les Karriences, ou, comme disaient les Thiois, les Kerriengis, c'est-à-dire

(1) G. Korth, La France et les Francs dans la langue politique du moyen-âge (Revue des questions historiques, t. 57 (1900), p. 337-399.

(?) Il est même, o. e. (?)
(?) Déjà à l'époque mérovingienne, nous rencontrons une trace de cet usage dans le nom de ducatus Daincin (Pothieraint réd. Kranz, IV, 29, 37, 38, 76) et au 5e siècle suivant la coutume de désigner les comtés par le nom de leurs comtes, dans le testa de teneurs de Coblenz, qui est du commencement du 11e siècle, la Flandre est appelée regnum Baldericci. Cfr. A. Wauters, Les libertés communales en Belgique, qui n'y a rien compris et suppose (p. 261, note 1), que le texte dû de l'époque où la Flandre obéissait au comte Baldwin V de Zélande.
les gens de Charles (1). Cette dernière désignation, qui s’est maintenue jusqu’au xer siècle dans les chansons de geste, où la France s’appelle « le royaume Charlon », a fini par disparaître devant la diffusion toujours plus grande du nom de France, mais on sait que notre appellatif eut la vie plus dure. On ne se contenta pas de nous appeler les Lothringia nus longtemps que dura l’éphémère royaume de Lothaire II ; on nous garda ce nom lorsque le royaume fut devenu duché, et nous le passâmes à notre pays, qui depuis s’appela Lotharingie, c’est-à-dire le pays des Lotharingiens. Franchisé chez nous sous la forme Lothier, tandis que, plus au sud, il retombait la forme Lorrain, ce nom disparut de la langue populaire en même temps que s’évanouissait le duché à la fin du xer siècle. Toutefois, il s’est conservé dans la langue officielle et diplomatique, et, depuis le xer siècle jusqu’à la fin du xvir siècle, les princes qui ont régné sur notre pays ont inscrit en tête de leurs titres celui de duc de Lothier.

Pour la langue populaire, elle ne connaît plus ni le nom géographique de notre patrie, ni le nom national de notre peuple. Quand elle avait à désigner le pays, elle se servait d’une expression vague et purement topographique. C’est ainsi que dans les chansons de geste il s’appelle le pays d’Anatois, ce que les chroniqueurs latins traduisaient par partes altissimae ou Pays-Bas, comme nous dirions aujourd’hui. Quant à nos ancêtres, ils n’avaient plus de nom collectif, répartis qu’ils étaient en divers groupements.

(1) C’est la terminologie affectée par l’auteur du Gesta episcoporum conservatissimorum qui, arrivant au xer siècle sur les confins des deux royaumes, a plus souvent que d’autres l’occasion d’opposer les deux peuples et, partant, de les désigner par des noms distinctifs.

nouveaux qui avaient chacun son nom et sa dynastie. Il y avait des Flamands, des Brabançons, des Hennuyers, des Lozayens, il n’y avait plus de Belges. La réunion de toutes nos provinces sous l’autorité de la maison de Bourgogne semblait réclamer de nouveau un nom qui les désignât toutes ensemble, et l’on eût pu croire que l’on reviendrait à ce vocable si expressif de Lothier, puisqu’aussi bien il était resté dans la titulature de nos princes. Il n’en fut rien, et les ducs de Bourgogne semblent n’avoir pas éprouvé, pendant toute la durée de leur dynastie, le besoin de donner un nom unique à cette ensemble de provinces dont ils poursuivaient si énergiquement l’unification. Comme leurs possessions territoriales se composaient de deux groupes, le groupe bourguignon et le groupe belge, ils prirent l’habitude de désigner celui où ils résidaient par cette périphrase : « nos pays de par deçà », l’autre devenant, dans ce cas, leur pays « de par delà ». L’expression fut reprise par leurs sujets, et dans tous les actes publics ou privés de l’époque, rédigés dans notre patrie, les « pays de par deçà » représentent les provinces belges. Cette curieuse expression se maintint dans la langue du xvir siècle, pour la bonne raison que Charles-Quint, lui aussi, avait des domaines partagés en deux groupes : celui d’Espagne et celui des Pays-Bas. Nos provinces restèrent donc sous son règne le « pays de par deçà ». Seulement, comme le souverain résidait le plus souvent hors du pays, elles devaient pour lui les « provinces de par delà ». Pour nous-mêmes, nous ne conqüimes pas de nom national, et quand on parlait de nous comme collectivité, on nous appelait piteusement, en Belgique, « ceux de par deçà », au delà, « ceux de par delà ». Comme Pierre Schlemihl était l’homme qui n’a
temps, par sa Pragmatic Sanction de 1549, il déclarait que nos provinces formaient «une masse indivisible et impartageable». C'était augmenter leur cohésion d'une part et, de l'autre les séparer de l'Empire beaucoup plus qu'il ne les y rattachait; c'était aussi, en quelque sorte, indiquer le vocable de Bourgogne à la population qui cherchait un nom pour sa patrie.

Et, en effet, à partir de 1548, ce vocable s'introduisit peu à peu dans l'usage. Le plus ancien exemple que j'ai de son emploi est dans une chronique de l'Entre-Sambre-et-Meuse écrite de 1574 à 1600, et dont l'auteur, un moine de l'Abbaye de Florennes, raconte l'invasion de nos provinces par les armées de Henri III, roi de France. Cet écrivain dit régulièrement, pour les soldats de notre pays, les Bourguignons.

Le dernier exemple m'est fourni en 1721 par le greffier du Conseil de Brabant. À propos de la Pragmatic Sanction de Charles VI, qui fut communiquée cette année aux États, et dont le texte était en latin, ce fonctionnaire fit remarquer que les documents adressés par nos souverains à leurs sujets des Pays-Bas étaient toujours rédigés «en langue bourguignonne et en langue flamande».

(1) Grégoire Martin de Remouchamps, abbé de Florennes. Voir sa chronique dans le Bulletin de la Commission royale d'histoire, t. 76 (1907, p. 43, 44, 45).
( cx )

langue bourguignonne, qui le croiraitil faut entendre ici la langue française.

L'initiative de cette espèce d'annexion de la France à la Belgique n'appartient pas cependant à notre brave greffier. Lorsqu'en 1687, on créa à l'Université de Louvain une chaire de langue française, ce fut le premier titulaire du nouvel enseignement, François Platel, qui s'avisait de décerner des lettres de grande naturalisation belge à la langue de nos voisins. Sous le titre de *Manuel de la langue bourguignonne*, il publia — en latin! — une grammaire française qui eut plusieurs éditions de 1689 à 1743, et dont trois exemplaires sont à notre bibliothèque royale (1). Si, comme l'affirme Paquot, Platel écrivait aussi mal la langue de Bossuet que celle de Cicéron, il y avait quelque imprudence de la part de ce professeur, à prévenir naturellement le public que l'idiose qu'il enseignait n'était pas le français.

L'autre vocabulaire dont j'ai à parler, et qui, lui, essaya de s'introduire dans le langage international, ce fut celui de Flandres. La Flandre étant considérée comme la province principale des Pays-Bas, il était naturel qu'on y fût tenté de désigner tout par la partie, comme on dit en rhétorique, et nous rencontrerons déjà cette manière de parler dans la correspondance de Philippe II (2). Elle orne aussi le frontispice de l'ouvrage du cardinal Bentivoglio, qui porte : *Guerra di Flandre*, et l'on sait que ce fut l'expression courante dont se servait le xvi<sup>e</sup> siècle français pour désigner notre pays. Nos compatriotes ont souvent la bâtie de s'indigner, comme d'une preuve d'ignorance géographique, d'une expression comme « Namur en Flandre ». Il n'y a, dans cette interprétation érigée du mot Flandre, qu'une néologisme parfaitement légitime, que nous faisons nous-mêmes lorsque nous qualifions de Flamands les Bruxellois et les Limbourgeois (3), ou que nous désignons la Hollande et la Suisse par le nom d'une de leurs provinces.

Mais que nous ayons porté tant de noms divers selon les temps et les lieux, n'est-ce pas la preuve la plus éclatante des caractères précieux de nos destinées, livrées par les lois successorales et ci par les hasards de la guerre aux vicissitudes les plus pénibles?

(1) Sur François Platel et sur sa *Manuscriptio ad linguam burgundiam*, voir Paquot, *Mémoriaux pour servir à l'histoire littéraire des dix-sept provinces des Pays-Bas*, t. XVI, p. 520-144, et *Biographie nationale*, art. Platel. Paquot (p. 143), nous apprend qu'il paraît à Louvain une brochure de 19 pages, signée C. F. G., pour protester contre l'échange de bourguignonne donnée à la langue française par Platel, et ajoute : « On voit bien que Platel ne s'imaginait que pour faire sa cour à la maison d'Autriche, enterrée sous celle de Bourgogne ».

(2) Voir Poulet, *Correspondance du cardinal de Granvelle*, t. II. Le roi à Granvelle, p. 527 : « Ne puisse entendre ni troubler en nous hâter sur en Flandre. » — Granvelle au roi, p. 560 : « En Espagne, nous avons beaucoup... — Et passons... — Qu'en croire le Belge de l'altitude, plus brave de France. »

(3) De cet *ânequidem indigene Flandris vocabulum longe magis stringimus, pro solo in Belgia Flandris composito, id est viri Belgius biderium quod parte... »

(4) La confusion n'était pas encore fait au xvi<sup>e</sup> siècle, à preuve le passage suivant de Bouchut L. G. : « Nam neque Gelder aliquis not a Brabantibus, tametel ejusdem cum Flandris lingue, labenter, quam Atebas aut Hanno Burovo Gallico uteniam Flandrum esse in hiere regionem appellaverit patratus. »
Enfin, en notre possession, nous serons possesseurs du nom national que nous portons aujourd'hui et que, s'il plait à Dieu, nous ne quitterons plus. C'est à la révolution brabançonne que nous le devons. Brusquement, par une décision des États généraux du 10 janvier 1700, le vieux nom colique porté dix-huit siècles auparavant par nos ancêtres émerge des ténèbres de l'histoire : nous devenons les États belges unis. États belges non Belgique tout court, car, on le sait, les auteurs de notre révolution sont passionnément attachés à l'autonomie provinciale et ils ont inscrit dans le pacte fédéral une disposition disant que chaque province retient sa législation, sa liberté et son indépendance, avec tous les pouvoirs, juridictions et droits qui ne sont pas communs à la confédération et délégués au Congrès. (5)

Comment s'est-on avisé de cette nouvelle appellation ? Peut-être y a-t-il une inspiration de génie, ou bien un de ces caprices pédaquescs qui ont dicté aux auteurs de la révolution française tant d'appellatifs sanguins ?

Ni l'un ni l'autre.

La génie était le moindre défaut des pères de la révolution brabançonne, et le nom qu'ils venaient d'arborer n'était pas, depuis longtemps, confiné dans le langage des seuls érudits. Pour savoir comment il s'imposa en quelque sorte au choix de nos ancêtres lorsqu'ils eurent à baptiser leur éphémère création politique, il faut remonter de nouveau le cours des âges.

Si les noms géographiques employés dans l'Empire romain avaient disparu de l'usage dès les invasions barbares,

(5) Voir le texte de l'Acte d'Union dans Garand, Documentes politiques et diplomatiques sur la révolution belge de 1798, p. 113.
Non, disait d'autres, c'est Beauvais, comme l'indique son nom latin Belcium. — Vous n'y êtes pas, riposte au xve siècle notre ingénieux Jacques de Guyse, Belgis, c'est Bavy; il convient il n'y a aucune contestation possible (?). Et, en effet, les fables de Jacques de Guyse eurent un tel succès que Bavy ne voulut plus avoir d'autre nom, et qu'un de ses bourgeois, Jean Lemaire, n'est connu dans l'histoire littéraire que sous le nom de Jean Lemaire de Belges.

Il était d'ailleurs dans l'esprit de la Renaissance de s'appeler les pays et les peuples que des noms qu'ils avaient portés dans l'antiquité. Seulement nos humanistes, au lieu de renoncer à l'appellation Belgiam, seul nom que notre pays eût porté, reprirent le vocable Belgiam, recourant ainsi à une forme qui n'avait jamais désigné que des régions étrangères à notre pays. Et pourquoi cette préférence pour l'archaïsma. Hélas! Belgiam était classique, puisqu'on le trouve dans César, Belgica ne l'était pas puisqu'on le trouve à partir de l'époque impériale. Et nous le savons pour l'avoir appris du temps que nous fussions nos humanistes, toute expression latine qui ne date pas du siècle de Cicéron et de César doit être haine de la bouche et de la plume d'un bon latiniste. L'inexactitude termérisit ». Sait le célibat des exploit de ce Belges. (Il y a eu en effet un chef gallois du nom de Belgicus qui eut 282 envahis la Macedoine à la tête des Gaulois, voir Juvénal, 24, 5 et 5, et 55, 2; Flaviosat, X, 19, 4, 7; Trogue Pompée gr., 34, 7; C. R. Histoire de Plutarque, Cheronius, L, p. 291 dans M. H. L. VII; » Belgica autem Gallia pars est Gallia dicta a civitate que Belgica dicitur, quae est Trévisian. »

(?') Jacques de Guyse dans Mon. Germ. Hist., Scriveres, t. XXX, p. 87-88. Il concorde d'ailleurs que Trévis a porté le nom de Belgis, mais il soutient que son fondateur Belgis venait de Belgis — Bavy.

(?) Ils serrent parfaitement que leur Belgium n'est pas le Belgique de César, témoins Lucarnus, Belgium Romanum, p. 7: « Belgium Cenari non idem esse ac Belgiam praevidens. » Et p. 8: « Antequam ad historiam aedibus venit, locum omnem et quid Belgium hodie sit exposuit. Neque enim nos vocem habe endem ac Curci Historiae annal um nomenclaturis, neque eum Belgica structum generativum confundamus » Et il continue, disant que par Belgium il entend les Pays-Bas Espagnols de son temps (c'est-à-dire sans les Provinces-Unies).

(3) Le plus ancien écrivain du xve siècle qui qualifie nos anciens nos contemporains de Belges et qui emploie le nom de Belgique au sens moderne du mot, c'est le poète italien Angelo Viterbo ou Angelo dei Corsabini, qui a accompagné le légat Omodeo dans sa mission à Liége en 1488 et qui, quelques années après, a recensé dans un poème en six livres la destruction de Liége (Voir Maryaux et Duraun, Amplissima Colleto, t. VII. Il comprend d'ailleurs dans la Belgique le pays de Liége : « Urbis Lociani fuit Locili de nomine regis Maximi Belgaram » (o. e. col. 1381). Du même siècle est la compilation connue sous le nom de Magnae Chronicae Belgicae, dont l'auteur écrivait encore en 1488.

(?) On en peut juger par cette liste de quelques ouvrages datant du xve et du xve siècle : Divae, De Gallion belgicae antiquitaticibus, 1504; Historiae belgici, hoc est rerum versuum libellum quam Ibelgicam, anno 1498 recens et breviter in mostro, Franciscus de Bolsena apud Sigismundam Palerno-
tait la science, l'usage ne fit par s'introduire dans le monde profane et par pénétrer dans la langue populaire. Mais, tandis qu'en anglais on rencontre déjà avant la fin du xvié siècle la forme Belgia, qu'emploie également Shakespeare (1), il nous faut attendre jusque vers le milieu du xvié siècle pour voir le nom usité sous la forme française par nos ancêtres. Jusque là, on semble être resté anémiquement fidèle à l'appellation de Pays-Bas. C'est aux environs de 1750 que l'on commence à employer, concurremment avec ce terme, ceux de Belgique pour le pays et de Belges pour ses habitants. Le plus ancien ouvrage

bonum; HARAKUS, De extilie tonnallitum belgicorum, 1587; Osterius, Itinarium par mundossas Gallinn Belgicane partes, 1588; Posner Hestien, Roman belgicorum liber XI; 1598; Moniuszko, Regia ilustrii Belgii scriptorium, 1602; Grothus, Annales et historiae de rebus Belgii 1609; HARAKUS, Annales docum Etbatae collectaque Belgii, 1623; Moniuszko, Notitae minoturator Belgii, 1614; Szwkrzybus, Roman belgicorum Annalen, 1650; Valesius Andras, Bibliotheca belgica, 1623; Hornum Pfeffland, Historias belgicas liber unus, 1696; Hodzickius, Belgicae romanum, 1656.

(1) "Our kindest friends in Belgia here we eat,"
dit la role Isabelle dans l'Edward the Second, de Marlowe (1-1593).
"What counsel, sire, Edward from Belgia
With hasty Germans and blustery Hollander
Hath passed in safety through the narrow sea."
SHAKESPEARE, King Henry VI, 1re partie, 4, 8.

Je dois la connaissance de ces particularités à l'obligeance de M. P. de Reul. Conviennent les épreuves de ces pages au moins où elles me paraissent, je n'ai plus le temps de rechercher la raison de la différence entre la forme Belgia et la forme Belgaian, (collecte a rencontre en anglais dès 1629 et prêter chez les Anglais d'aujourd'hui); j'enlace toutefois à croire que Belgia est d'origine polonique et n'a jamais franchi les limites du monde laténav.

imprimé où je rencontre ces noms est celui de l'avocat Dunois, intitulé : Annales Belgicae ou des Pays-Bas, qui parut à Douai en 1761. On y lit, dans la préface, des explications qu'il est intéressant de recueillir :

« La Belgique, qui, pendant trois cents ans, a été le théâtre de tant de guerres sanglantes, ne répond qu'imparfaitement à la Gaule Belge telle que les Romains la fixèrent dans la division générale des Gaules... On donne aujourd'hui le nom de Belgique à une partie de l'ancienne Belgique et à la seconde Germanique ou Basse-Allemagne. Elle comprend les dix-sept provinces des Pays-Bas. » Il est d'ailleurs à remarquer que, dans tout le cours de son livre, l'auteur, comme s'il était géné de son néologisme, ne se sert plus du mot de Belgique et dit régulièrement les Pays-Bas.

Dunois n'est cependant pas, je pense, le premier qui ait fait usage de notre nom moderne. Avant lui, Brennart, dans un ouvrage manuscrit composé vers 1760 et intitulé : Mémoire historique et juridique sur l'état de l'Église Belge (1), parait déjà couramment de la Belgique et des Belges, et l'emploi qu'il faisait de ces termes attestait qu'ils étaient répandus.

 Ils étaient même tellement que l'Académie de Bruxelles, qui venait d'être fondée par Marie-Thérèse, se décida, non sans hésitation, à les employer elle aussi. Les fluctuations de son vocabulaire sont intéressantes à étudier sous ce rapport. En 1760 et en 1770, dans le libellé des questions de concours, elle disait encore : «les dix-sept provinces des Pays-Bas» et, en 1771 : les «Pays-Bas» tout court. Dès 1772,

(1) Le manuscrit ne trouve à la Bibliothèque royale de Belgique, où il porte le n° 21470.
au contraire, elle formulait la question suivante : Quels étaient l'habillement, le langage, l'état de l'agriculture, du commerce, des lettres et des arts chez les peuples de la Belgique avant le vui siècle? Cela ne l'empêcha pas de continuer à se servir du terme de Pays-Bas lorsqu'il s'agissait de l'ensemble des provinces qui reconnaisaient l'autorité de Marie-Thérèse. Quant à ses membres, ils faisaient de plus en plus usage du terme ancien : de Limbourg, en 1775, l'entretien de « l'histoire naturelle d'une partie des pays belges »; Néris, en 1776, de « différents points de l'histoire belge »; Gérard, en 1779, de « la manière de publier les historiens qui peuvent illustrer l'histoire belge » (1). Un autre de ses membres, J.-B. Lesbronnant, publiant, en 1783, son mémoire sur « l'éducation belge ».

Le mouvement d'opinion qui vint aboutir à la révolution brabançonne contribua singulièrement à la vogue des nouveaux noms.
Bien que parfaitement inoffensifs par eux-mêmes, ils prenaient, dans la bouche de nos ancêtres, je ne sais quelle saveur révolutionnaire, à peu près comme, à la même époque, le mot de patriotes chez nos voisins méridionaux.
Que de fois, dans le Recueil des représentations envoyées à Joseph II, on lui parle des vaux du peuple belge, on lui rappelle le souvenir des libertés inscrites dans les Fastes

(1) Je renvoie pour ces renseignements aux Tables générales des Mémoires de l'Académie Royale, Bruxelles, 1808, et à l'ouvrage intitulé : Académie Royale de Belgique, centième anniversaire de fondation 1778-1878, t. 1, passim. Il ne m'a fallu de rappeler, pour éviter un malentendu, que ce corps savant existait depuis 1760 sous le nom de Société littéraire de Bruxelles, qui fut chargé en 1772 au celui d'Académie.

bélgiens! J'y lis même, à un certain endroit, cette parole qui, à première vue, pourrait paraître postérieure à 1830 : Bruxelles, cette capitale de la Belgique (1). Les évêques, dans leurs mandements, parlent de l'Église belgique; les historiens, comme Debroeche, de l'Histoire belgique et de la Littérature belgique; il parait des recueils de chansons patriotiques dédiées aux Belges ; il se publie un journal intitulé : L'Ami des Belges. Van der Nooit et Vandermeersch deviennent, pour leurs enthousiasmes partisans, l'un le Franklins belgique et l'autre le Washington belgique.

Les hommes de 1790 n'avaient donc rien et n'avaient pas lorsque, se conformant à un usage devenu de plus en plus populaire, ils introduisaient l'adjectif belge dans le titre qu'ils donnaient à la république des États belges unis.

Cette république, on le sait, n'ont qu'une courte durée, mais le nom de Belgique lui survit et demeure comme l'expression éloquente de nos aspirations incompressibles. Versés dans la République française d'abord, dans le royaume des Pays-Bas ensuite, nous ne cessons de nous sentir et de nous proclamer Belges, et de nommer notre patrie la Belgique. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, en 1805, c'est-à-dire en plein régime impérial, il paraît à Bruxelles, un ouvrage intitulé fâcheusement Histoire de Belgique. Ce livre, dont l'auteur est Dewez, est aujourd'hui bien vieilli et, si on le rapproche de l'Histoire de Belgique de M. Pirenne, on pourra mesurer le chemin que notre historiographie nationale a fait depuis un siècle. Néanmoins, ce n'est pas

(1) De Pellen, Recueil des représentations, protestations et déclarations de tous ordres de citoyens dans les Pays-Bas catholiques, etc. Second recueil, t. 11, p. 364.
sans un certain plaisir patriotique que je contemple la page jaunie qui sert de frontispice au livre du bon Dewez. J'y vois s'affirmer, peut-être à l'issue de l'auteur, l'existence d'un peuple qui garde, jusqu'au jour de l'étranger, la fière conscience de son indestructible nationalité, et je sais, dans sa première apparition ce nom qui va venir, un quart de siècle plus tard, se placer de lui-même au front de notre nationalité ressuscitée.

Il était désormais tellement associé à nos destinées, ce nom, que lorsqu'êlata notre révolution de 1830, il en ressentit le contre-coup. La chose, je crois, a passé inaperçue de tout le monde. Depuis le xve siècle, vous avez pu le constater, le mot Belge n'était employé que comme substantif, et l'adjectif était belgique. Encore sous le gouvernement hollandais on disait : le lion belge, le drapeau belge, le peuple belgique, l'armée belgique, et ainsi de suite. À partir de 1830 cet usage disparaît totalement. Belgique ne sera plus employé que comme substantif et désignera exclusivement le pays ; Belgique, au contraire, servira simultanément de substantif et d'adjectif, et l'on dira la Constitution belge, le Monarche belge, les députés belges, et ainsi de suite. Cette révolution dans une goutte d'eau, si je puis ainsi parler, fourra aux historiens de l'avoir un critérium sûr pour dater un livre ou un discours. Si, par exemple, parmi les nombreuses publications que notre grand archiviste Gachard a consacrées à notre histoire nationale, nous en rencontrerons une intitulée : Annales belges, nous pouvons, avec une certitude presque absolue, conclure qu'elle est antérieure à la révolution de 1830. Et en effet, elle a vu le jour en l'année même de la révolution et quelques mois avant celle-ci. La répudiation de l'adjectif belgique par les pères de notre Constitution est aussi nette que si elle avait fait l'objet d'un décret (1). Aussi lorsqu'en 1846, Debaqui et Britz publient leurs Mémoires sur l'ancien droit belge, il y aura, dans cette unique exception à une règle constante, je ne suis quel relent bien prononcé d'archaïsme.

Je suis arrivé au bout de ces considérations peut-être un peu longues. Parlant devant un auditoire étranger, je pourrais être tenté de demander pardon d'avoir traité si amplement un sujet si exige. Je me persuade toutefois qu'un auditoire belge m'accordera volontiers un bill d'indemnité. Si les particuliers attachent de l'importance à leur nom de famille et veillent avec un soin jaloux à en faire respecter l'orthographe, n'avons-nous pas le droit, Belges, de témoigner la même sollicitude pour le nom de notre famille nationale, ce nom qui est entré dans l'histoire sous les auspices de Jules César, et que, sous ceux de Léopold II, nous avons porté au cœur du continent africain comme un mot d'ordre civilisateur?

(1) A la vérité, comme le fait remarquer le journal belge, La Gazette, que restez bien me communique M. Paul Behru, l'article 125 de notre la Constitution nous donne pour armes « le lion belge » mais ce n'est là qu'une expression commençée du langage héroïque, qui est comme en suite, très spéciale et d'une acclamation inévitée. L'article même dont il s'agit est stabilisé pour définir le texte de la Constitution et le vocabulaire de l'armée, qu'on en juge :

« 125. La nation belge adopte les couleurs rouge, jaune et noire, et pour les armes du royaume le lion belge avec la légende : L'univers fait la force. »
M. le Ministre des Sciences et des Arts prononce les paroles suivantes :

Avant de lever la séance, il m’est agréable d’informer l’assemblée que, désirant consacrer par un souvenir durable cette journée jubiléaire, le Roi a décidé qu’une médaille serait frappée en l’honneur des vaillants pionniers de notre histoire nationale. Sa Majesté, qui a si merveilleusement agrandi les horizons du pays et ouvert à l’activité nationale et aux annales de la Patrie un domaine d’une incomparable richesse, a non seulement voulu marquer par Sa présence au milieu de nous la haute estime en laquelle Elle tient ces travailleurs de la pensée, mais Elle a agrémenté de leur remettre elle-même, en ce jour, comme témoignage de Sa haute bienveillance, la médaille commémorative du soixante-quinzième anniversaire de la fondation, au sein de la Belgique indépendante et prospère sous une dynastie nationale, de la Commission royale d’histoire.

Les membres de la Commission sont introduits dans la loge royale où S. M. le Roi leur remet un exemplaire de la médaille gravée par M. Jourdain et frappée par MM. Fonson et Gau.

La séance est levée à 1 heure.